

Burundi : appel pour un système crédible dans la gestion du secteur minier

@rib News, 27/02/2014 â€“ Source Xinhua L'Organisation de lutte contre la corruption et les malversations économiques du Burundi (OLUCOME) a demandé au Gouvernement burundais de mettre en place un système crédible dans la gestion des revenus du secteur minier. « Le gouvernement burundais doit prendre le devant en instaurant un système crédible dans la gestion des transactions et revenus du secteur minier », a indiqué mercredi à Bujumbura, Prudence Bararunyereste (photo) vice-président de l'OLUCOME.

M. Bararunyeretse, qui s'exprimait lors d'une séance de formation des acteurs de la société civile sur l'Initiative de la Transparence des Industries Extractives (ITIE) dans la Région des Grands Lacs, a précisé que la plupart de citoyens burundais manquent d'assurance et de confiance dans la gestion du secteur minier, qui se justifie par le déficit de transparence et de redevabilité. Ce manque de transparence est manifeste dans le processus de négociation des contrats et l'obtention des permis de travail, dans la collecte et la gestion des revenus et dans le rapatriement des devises issues de ce secteur, a-t-il noté. L'exploitation minière ne profite pas à l'économie nationale et au développement communautaire mais à une poignée de personnes locales et à des économies étrangères, a-t-il déploré. Pourtant, le secteur minier est capable de contribuer à la croissance économique au Burundi et dans la région, à travers la création d'emploi, l'amélioration des infrastructures, et l'augmentation des revenus, estime-t-il. Par ailleurs, l'ITIE constitue l'un des outils de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL), dont le Burundi est membre, a-t-il encore signalé.